

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2016 : suite (juillet et août)

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2016 : suite (juillet et août)

Redaction
14/09/2016

Le précédent panorama législatif et réglementaire (janvier - juin 2016) avait constaté le maintien du rythme extrêmement soutenu de la production normative depuis l'été 2014 (V. *Lexis 360, Dossier, 9 sept. 2016*). La sélection ici présentée des textes publiés en juillet - août derniers confirme la tendance. Cette présentation synthétique constitue aussi un utile rappel des principaux changements législatifs et réglementaires intervenus lors de la période estivale, qui de ce fait auront pu passer inaperçus.



À ce titre, parmi les textes les plus importants dans les matières relevant de la loi, on mentionnera les suivants :

- Loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine
- Ordonnance n° 2016-966 du 15 juillet 2016 portant simplification de procédures mises en œuvre par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé,
- Ordonnance n° 2016-967 du 15 juillet 2016 relative à la coordination du système d'agences sanitaires nationales, à la sécurité sanitaire et aux accidents médicaux,
- Ordonnance n° 2016-982 du 20 juillet 2016 portant diverses dispositions concernant la défense (exportations, personnels, organisation, installations...),
- Ordonnance n° 2016-985 du 20 juillet 2016 relative au bail réel solidaire,
- Loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste,
- Loi n° 2016-1000 du 22 juillet 2016 tendant à prolonger le délai de validité des habilitations des clercs de notaire,
- Ordonnance n° 2016-1022 du 27 juillet 2016 relative à l'aménagement des dispositifs de suivi du financement des entreprises mis en place par la Banque de France,

- Ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Lois n° 2016-1046 à n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales,
- Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 et décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatifs à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,
- Ordonnance n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables,
- Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,
- Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,
- Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (et décret n° 2016-1089 et arrêté de même date relatif à l'aide à la recherche du premier emploi pris pour son application),
- Loi organique n° 2016-1090 du 8 août 2016 relative aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature.

Plusieurs autres textes méritent d'être signalés dans l'ordre réglementaire, notamment certains qui intéressent plus spécifiquement l'exercice des professions juridiques :

- Décret n° 2016-902 du 1er juillet 2016 relatif à l'exercice sous forme de société ou d'autre entité dotée de la personnalité morale de la profession d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire,
- Décret n° 2016-914 du 4 juillet 2016 relatif au dossier médical partagé,
- Décrets n° 2016-934 et n° 2016-935 du 7 juillet 2016 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles relevant du ministre de l'économie et des finances et à la réglementation douanière et fiscale,
- Arrêté du 7 juillet 2016 portant homologation de règlements de l'Autorité des normes comptables, concernant notamment les comptes annuels des organismes de titrisation et les règles comptables applicables aux sociétés civiles de placement immobilier (SCPI),
- Décret n° 2016-959 du 13 juillet 2016 et arrêtés de même date relatifs aux transferts d'actifs vers des engagements donnant lieu à constitution d'une provision de diversification,
- Décret n° 2016-1017 du 25 juillet 2016 et Décret n° 2016-1082 du 3 août 2016 fixant le nombre des juges et le nombre des chambres des tribunaux de commerce,
- Décret n° 2016-1026 du 26 juillet 2016 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2016-315 du 17 mars 2016 relative au commissariat aux comptes,
- Arrêté du 25 juillet 2016 modifiant l'arrêté du 14 juin 1982 relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires (V. *Délib. CNIL n° 2016-163 du 19 mai 2016*),
- Arrêtés du 4 août 2016 pris pour l'application de l'article L. 511-12-2 du Code monétaire et financier et relatif à certaines opérations des établissements de crédit (acquisitions, ouverture de succursales, prises de participation),
- Décret n° 2016-1099 du 11 août 2016 relatif à la réorganisation du traitement du contentieux juridictionnel fiscal au sein des services de la direction générale des finances publiques,
- Décret n° 2016-1102 du 11 août 2016 autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel dénommé « compte personnel de prévention de la pénibilité » (V. *Délib. CNIL n° 2016-061, 10 mars 2016*),
- Arrêtés du 22 août 2016 relatifs aux conditions d'accès et à l'examen d'aptitude à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation,
- Décret n° 2016-1167 du 26 août 2016 relatif au registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires (V. *Délib. CNIL n° 2016-064 du 17 mars 2016*),
- Arrêtés du 9 août 2016 relatifs aux traitements automatisés de données dénommés « nouvelle main courante informatisée » et autorisant la création d'un traitement automatisé du registre dit de main courante dans les commissariats de police.

Enfin, concernant l'ordre international, on signalera la publication (par le décret n° 2016-896 du 30 juin 2016) de la Convention du 15 janvier 2015 entre la France et Singapour en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu.

La Rédaction Législation

(comptes twitter : @Redaclegis et @Codes&lois).

Pour aller plus loin sur les questions d'inflation ou d'instabilité normative dans l'actualité :

Contenus LexisNexis

- Hélène Claret et Gilles Paisant, la nouvelle codification administrative du droit de la consommation par l'ordonnance n° 2016-301 du 14 mars 2016 : JCP G 2016, Étude, 796
- Mattias Guyomar, «Y compris à droit constant, la codification revêt une dimension non seulement formelle mais aussi substantielle » (entretien) : JCP G 2015, act., 1271 et Cahier législatif n° 269 (in JurisClasseur Codes et lois droit public et droit privé, janvier 2016), p. 3 (et le dossier consacré à la codification dans ce même cahier : www.lexisnexus.fr - rubrique Actualité codes et lois)
- Valérie Lasserre, Le nouvel ordre juridique - le droit de la gouvernance : LexisNexis, 2015 ; Investiture de la société civile au Parlement : JCP G 2016, act., 181
- Axelle Lemaire, « Je voulais qu'au-delà d'une consultation générale, les citoyens puissent être consultés et contribuer sur la matière finale, c'est-à-dire le projet de loi lui-même » (entretien) : JCP G 2016, Supplément au n° 7, 15 févr. 2016, p. 3 (et le dossier consacré à la législation participative dans ce même supplément : www.lexisnexus.fr - rubrique Actualité codes et lois)
- Laurent Leveueur, Réformer le droit des obligations (entretien) : Cahier législatif n° 271 (in JurisClasseur Codes et lois droit public et droit privé, juillet 2016), p. 3 : www.lexisnexus.fr - rubrique Actualité codes et lois ; www.tendancedroit.fr
- Nicolas Molfessis, Droit des contrats : que vive la réforme : JCP G 2016, act., 180
- Hervé Moysan, Choc de simplification et poids de la pratique. - Quand la complexité croissante du droit est nourrie par le technicisme formel de son écriture : JCP G 2014, act., 470

Sur le web

- Décret du 17 juin 2016 portant convocation du Parlement en session extraordinaire : JO 18 juin 2016, 1 (complété par Décret du 16 juillet 2016 : JO 17 juillet 2016)
- Décret du 29 juillet 2016 portant convocation du Parlement en session extraordinaire : JO 30 juill. 2016, 1
- Conseil d'État, La simplification et la qualité du droit (Etude annuelle 2016) (à paraître - septembre 2016)
- Commission supérieure de codification, Vingt-sixième rapport annuel : Doc. fr. mai 2016 ; <https://www.legifrance.gouv.fr>
- Y. Charpenel, La plupart des incriminations ne sont pas appliquées (entretien) : <http://www.lepoint.fr> (15 février 2015)
- Alain Lambert, Normes : la démocratie risque de rendre son dernier souffle (entretien) : <http://www.lagazettedescommunes.com> (1er mars 2016)
- N. Molfessis et H. Castries (de), Sécurité juridique et initiative économique (rapport de la commission Sécurité juridique et initiative économique du Club des juristes) : Mare et Martin, 2015 ; <http://www.leclubdesjuristes.com>
- Guillaume Poitrinal, La simplification, un grand chantier qu'il est urgent de relancer ! : www.lesechos.fr (18 mai 2016)
- Michel Rousseau, La folie réglementaire française va encore frapper : www.lesechos.fr (28 juillet 2016)
- Sénat, La simplification du droit : regard comparatif (Allemagne, Pays-Bas, Suède) : Rapport d'information n°784 : <http://www.senat.fr> (déposé par Mme E. Lamure le 12 juillet 2016)
- Maxime Vaudano, Tout ce qui a été voté pendant vos vacances d'été (ou presque) : Le Monde, 8 sept. 2016, <http://www.lemonde.fr/les-decodeurs>